

MEMORIAL

DU

Grand-Duché de Luxembourg.



Memorial

des

Großherzogthums Luxemburg.

Jundi, 11 juillet 1901.

M 46.

Donnerstag, 11. Juli 1901.

Loi du 6 juillet 1901, concernant l'organisation et les attributions du Collège médical.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc. ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 18 juin 1901 et celle du Conseil d'Etat du 27 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

TITRE I^e. — Organisation du Collège médical.

CHAPITRE I^e. — Composition du Collège médical.

Art. 1^e. Il est créé, pour tout le Grand-Duché, un Collège médical, chargé :

1^o de la surveillance du service sanitaire ;

2^o de l'étude et de l'examen de toutes les questions concernant l'art de guérir et la santé publique, dont il sera saisi par le Gouvernement ;

3^o du pouvoir disciplinaire sur toutes les personnes qualifiées pour l'exercice de l'art de guérir.

Art. 2. Le Collège médical est composé de membres effectifs, de membres suppléants et de membres adjoints.

Les membres effectifs seront au nombre de huit, à savoir : cinq médecins, deux pharma-

Gesetz vom 6. Juli 1901, die Einrichtung und die Besitzungen des Medizinalcollegiums betreffend.

Wir Adolph, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unsres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 18. Juni 1901 und derjenigen des Staatsrathes vom 27. dess. Mts., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll ;

Haben verordnet und verordnen :

Citel I. — Organisation des Medizinalcollegiums.

Kapitel I. — Zusammensetzung des Medizinalcollegiums.

Art. 1. Für das ganze Großherzogthum wird ein Medizinalcollegium eingesetzt, welches betraut ist :

1^o mit der Aufsicht des Gesundheitswesens ;

2^o mit dem Studium und der Prüfung sämtlicher die Heilkunde und die öffentliche Gesundheit betreffenden Fragen, die ihm von der Regierung vorgelegt werden ;

3^o mit der Disciplinargewalt über sämtliche zur Ausübung der Heilkunde befugten Personen.

Art. 2. Das Medizinalcollegium wird zusammen gesetzt aus wirklichen Mitgliedern, aus Grünzungsmitgliedern und aus beiwohnenden Mitgliedern.

Die wirklichen Mitglieder sind acht an Zahl, nämlich : fünf Ärzte, zwei Apotheker und ein

ciens et un vétérinaire. Un des médecins doit être domicilié dans le district de Diekirch, un autre dans celui de Grevenmacher, et deux dans la ville de Luxembourg.

Les membres suppléants seront au nombre de huit également, à savoir : cinq médecins, ou quatre médecins et un dentiste, deux pharmaciens et un vétérinaire. Leur nomination n'est subordonnée à aucune condition de résidence.

Les membres effectifs et suppléants doivent être luxembourgeois, âgés de trente ans, être autorisés à pratiquer dans le Grand-Duché et avoir pratiqué pendant cinq ans au moins. Les études universitaires faites postérieurement au dernier examen sont assimilées à la pratique.

Les membres adjoints seront : le président du tribunal d'arrondissement de Luxembourg ou le juge qui le remplace, un ingénieur, un architecte et un chimiste.

Art. 3. Les membres suppléants et les membres adjoints sont directement nommés par Nous, sauf ce qui est statué au paragraphe final de l'article qui précède relativement au magistrat membre adjoint.

La durée de leur mandat est de six ans ; à l'expiration de ce mandat ils pourront être nommés de nouveau.

Art. 4. Les membres effectifs sont nommés par Nous. Ils seront nommés sur une liste de candidats présentés à raison de deux candidats pour chaque place par les médecins, dentistes, vétérinaires et pharmaciens du pays ayant au moins trois années de pratique dans la branche qu'ils exercent.

Les élections pour la présentation des candidats auront lieu au scrutin de liste, à la majorité relative des voix, de façon à ce que les médecins et dentistes présentent les médecins, les pharmaciens les pharmaciens, et les vétérinaires les vétérinaires pour les places respectives.

Art. 5. Le vote se fera d'après le mode et suivant les formalités à fixer par le Gouvernement ; il pourra avoir lieu par correspondance.

Thierarzt. Un de ces Médecins doit être domicilié dans le District de Diekirch, un autre dans celui de Grevenmacher, et deux dans la Ville de Luxembourg.

Les Médecins suppléants sont également au nombre de huit, à savoir : cinq Médecins, ou quatre Médecins et un Dentiste, deux Pharmaciens et un Vétérinaire. Leur nomination n'est pas subordonnée à aucune condition de résidence.

Les Médecins effectifs et suppléants doivent être Luxembourgeois, âgés de trente ans, être autorisés à pratiquer dans le Grand-Duché et avoir pratiqué pendant cinq ans au moins. Les études universitaires faites postérieurement au dernier examen sont assimilées à la pratique.

Les Médecins adjoints sont : le Président du Tribunal d'Arrondissement de Luxembourg ou le Juge qui le remplace, un Ingénieur, un Architecte et un Chimiste.

Art. 3. Les Médecins suppléants et les Médecins adjoints sont directement nommés par Nous, sauf ce qui est statué au paragraphe final de l'article qui précède relativement au Magistrat Médecin adjoint.

La durée de leur mandat est de six ans ; à l'expiration de ce mandat ils pourront être nommés de nouveau.

Art. 4. Les Médecins effectifs sont nommés par Nous. Ils seront nommés sur une liste de candidats présentés à raison de deux candidats pour chaque place par les Médecins, Dentistes, Vétérinaires et Pharmaciens du pays ayant au moins trois années de pratique dans la branche qu'ils exercent.

Les élections pour la présentation des candidats auront lieu au scrutin de liste, à la majorité relative des voix, de façon à ce que les Médecins et Dentistes présentent les Médecins, les Pharmaciens les Pharmaciens, et les Vétérinaires les Vétérinaires pour les places respectives.

Art. 5. Le vote se fera d'après le mode et suivant les formalités à fixer par la Gouvernance ; il pourra avoir lieu par correspondance.

En cas de réclamation contre les opérations de vote, le Directeur général du service afférent statuera sans recours sur la difficulté soulevée.

Art. 6. Ne pourront prendre part au vote, ni faire partie du Collège médical :

1^o les personnes de l'art de guérir exerçant une profession principale étrangère à cet art ;

2^o les personnes condamnées à l'interdiction totale ou partielle, perpétuelle ou temporaire des droits enumérés à l'art. 31 du Code pénal, par application d'une disposition pénale répressive ou du chef de l'exercice illégal de l'art de guérir ;

3^o les personnes contre lesquelles la suspension de l'exercice de l'art de guérir a été prononcée, pendant la durée de la suspension.

Art. 7. La présentation des candidats pour le Collège médical aura lieu pendant le mois de novembre.

Les membres effectifs seront nommés pour une période de six années consécutives à partir du 1^{er} janvier qui suivra leur présentation.

Les membres effectifs du Collège seront renouvelés par moitié tous les trois ans ; les membres sortants pourront être présentés et nommés à nouveau.

Art. 8. Le Grand-Duc peut dissoudre le Collège médical.

Dans ce cas, la présentation de nouveaux candidats aura lieu dans le mois qui suit la dissolution, et les membres nouvellement nommés entreront immédiatement en fonctions, sans préjudice à l'application de l'art. 7 § 2.

Art. 9. La première présentation de candidats pour le Collège médical aura lieu pendant le mois de novembre 1901.

Les membres effectifs du Collège médical qui seront nommés à la suite de cette présentation, seront répartis, par le sort, à la première réunion du Collège, entre les deux séries de sortie, de manière que la première comprenne deux médecins, le vétérinaire et un pharmacien.

Im Falle eines Einspruches gegen die Wahlhandlungen entscheidet der Generaldirector des zuständigen Dienstes ohne Rekurs.

Art. 6. Es können sich weder an der Abstimmung beteiligen, noch Mitglied des Medizinalcollegiums sein :

1^o die zur Ausübung der Heilkunde oder ihrer Zweige befugten Personen, welche ein nicht zur Heilkunde gehöriges Hauptgewerbe betreiben ;

2^o die Personen, gegen welche auf Grund einer Strafgesetzbefürzung oder wegen ungesehlicher Ausübung der Heilkunde die vollkommene oder rheilweise, dauernde oder zeitweilige Aberkennung der in Art. 31 des Strafgesetzbuches aufgezählten Rechte ausgesprochen wurde ;

3^o die Personen, gegen welche die Suspension von der Ausübung der Heilkunde ausgesprochen wurde, während der Dauer der Suspension.

Art. 7. Der Vorschlag von Kandidaten für das Medizinalcollegium geschieht im Monat November.

Die wirklichen Mitglieder werden für einen Zeitraum von sechs Jahren ernannt, vom 1. Januar an, der auf ihre Vorschlagung folgt.

Die Zahl der wirklichen Mitglieder des Medizinalcollegiums wird alle drei Jahre zur Hälfte erneuert ; die austretenden Mitglieder können von Neuem in Vorschlag gebracht und ernannt werden.

Art. 8. Der Großherzog kann das Medizinalcollegium auflösen.

In diesem Fall geschieht der Vorschlag neuer Kandidaten in den auf die Auflösung folgenden Monat, und die neuernannten Mitglieder treten sofort ihr Amt an, unbeschadet der Bestimmungen in Absatz 2 des Art. 7.

Art. 9. Der Vorschlag von Kandidaten für das Medizinalcollegium erfolgt zum ersten Mal im November 1901.

Die in Folge dieses Vorschlags ernannten wirklichen Mitglieder werden in der ersten Zusammenkunft des Medizinalcollegiums durch das Los in zwei Austrittsserien verteilt, so zwar, daß die erste Serie zwei Ärzte, den Thierarzt und einen Apotheker begreift.

La même règle sera suivie ultérieurement en cas de renouvellement intégral du Collège médical.

Art. 10. Lorsqu'une place de membre effectif devient vacante, le Gouvernement désignera un membre suppléant exerçant la même branche, qui remplira le mandat jusqu'à l'époque du prochain renouvellement périodique. Si alors le mandat n'est pas échu, le membre effectif nommé en remplacement achève le mandat de celui qu'il remplace.

Art. 11. Le président, le vice-président et le secrétaire du Collège médical sont nommés par Nous, parmi les membres effectifs médecins sur une liste de deux candidats pour chaque place, à dresser collectivement par les membres effectifs et les membres suppléants réunis en assemblée plénière.

Ils remphront leurs fonctions respectives jusqu'à l'expiration de leur mandat de membre du Collège.

Art. 12. Le taux et le mode de répartition des indemnités des membres du Collège médical, les frais de voyage et de séjour pour les membres non domiciliés à Luxembourg, les frais de déplacement pour la visite des pharmacies, les frais de bureau et d'entretien de la bibliothèque, les dépenses pour l'acquisition d'instruments scientifiques seront déterminés par arrêté grand-ducal dans les limites des allocations budgétaires.

CHAP. II. — *Formes de procéder.*

Art. 13. Les membres effectifs du Collège médical se réuniront en assemblée générale tous les trois mois, sauf information contraire. Ces réunions ne sont pas publiques.

Le Directeur général du service afférent ainsi que le président peuvent convoquer extraordinairement le Collège médical.

Art. 14. L'assemblée générale est présidée par le président du Collège médical. En cas d'empêchement du président et du vice-président,

Die gleiche Regel wird fernerhin im Falle einer vollständigen Erneuerung des Medizinalcollegiums befolgt.

Art. 10. Wird die Stelle eines wirklichen Mitgliedes des Medizinalcollegiums erledigt, so bezeichnet die Regierung ein Ergänzungsmittel deselben Faches zur Besetzung der freigewordenen Stelle bis zur nächsten periodischen Erneuerung. Wenn alsdann das Mandat nicht erloschen ist, vollendet das in Erfüllung genannte Mitglied die Zeit desjenigen, welchen es ersetzt.

Art. 11. Der Präsident, der stellvertretende Präsident und der Schriftführer des Medizinalcollegiums werden durch Uns ernannt unter den wirklichen, ärztlichen Mitgliedern aus einer doppelten Kandidatenliste, welche gemeinschaftlich von den wirklichen und den Ergänzungsmittgliedern in einer allgemeinen Versammlung aufgestellt wird.

Ihre Amtstätigkeit dauert bis zum Erlöschen ihres Mandates als Mitglieder des Collegiums.

Art. 12. Die Höhe und der Vertheilungsmodus der Entschädigungen an die Mitglieder des Medizinalcollegiums, die Reise- und Aufenthalts-Begütigungen für die nicht in Luxembourg ansässigen Mitglieder, die Reisekosten für die Besichtigung der Apotheken, die Auslagen für Bureau und Unterhalt der Bibliothek; die Ausgaben für Anschaffung wissenschaftlicher Instrumente, werden durch Großh. Beschluß in den Grenzen der Budgetbewilligungen festgesetzt.

Cap. II. — *Prozedur.*

Art. 13. Die wirklichen Mitglieder des Medizinalcollegiums vereinigen sich, außer im Falle gegentheiliger Benachrichtigung, alle drei Monate zu einer General-Versammlung. Diese Versammlungen sind nicht öffentlich.

Der zuständige General-Director, sowie der Präsident können das Medizinal-Collegium zu außerordentlicher Versammlung einberufen.

Art. 14. In der Generalversammlung des Medizinalcollegiums führt der Präsident den Vorsitz. Im Falle einer Verhinderung des Prä-

dent, l'assemblée est présidée par le plus âgé des membres effectifs.

Art. 15. Le Directeur général du service afférent a le droit d'assister aux assemblées générales du Collège médical.

Il peut aussi se faire représenter par un commissaire spécial, qui devra être entendu dans ses explications.

Ni le Directeur général, ni son délégué ne prendront part au vote.

Art. 16. Le Collège médical ne prend de résolution en assemblée générale que lorsque cinq de ses membres effectifs au moins sont réunis. Si à une assemblée générale les membres effectifs sont en nombre insuffisant, le président pourra y suppléer tout en maintenant les proportions primitives de composition, mais en observant le rang d'ancienneté des membres à appeler par l'adjonction de membres suppléants, qui alors prendront part à la délibération et aux votes.

Art. 17. Les résolutions du Collège médical sont prises à la majorité absolue des voix, transcrrites sur un procès-verbal et signées par le président et le secrétaire. S'il y a partage, les différentes opinions sont consignées dans le procès-verbal.

Art. 18. Les membres adjoints ne seront convoqués et ne pourront prendre part aux délibérations et aux votes que dans les cas suivants :

1^e les membres ingénieur et architecte, pour la discussion de toute question concernant l'hygiène industrielle et celle des constructions et des bâtisses ;

2^e le membre adjoint chimiste pour la discussion de toute question concernant la chimie médicale ou alimentaire et éventuellement l'hygiène industrielle ;

3^e le membre adjoint magistrat ne sera convoqué que dans les cas prévus au titre III.

Présidenten und des stellvertretenden Präsidenten führt das älteste, wirkliche Mitglied den Vorsitz.

Art. 15. Der Generaldirector des zuständigen Dienstes ist berechtigt, den General-Versammlungen des Medizinalcollegiums beizuwohnen.

Er kann sich auch durch einen besondern Abgesandten vertreten lassen, der in seinen Erklärungen gehört werden muß.

Weder der Generaldirector noch sein Stellvertreter dürfen an den Abstimmungen sich beteiligen.

Art. 16. Das als Generalversammlung tätige Medizinalcollegium kann Beschlüsse nur fassen, wenn wenigstens fünf wirkliche Mitglieder versammelt sind. Finden sich bei einer General-Versammlung die wirklichen Mitglieder in ungenügender Zahl, so kann der Vorsitzende sie ergänzen durch Beziehung von Ergänzungsmitgliedern, die alsdann sich an den Berathungen und Abstimmungen beteiligen; der ursprüngliche Zusammensetzungsmodus des Collegiums muß aber gewahrt bleiben, und die Ergänzungsmitglieder müssen nach Rang- und Altersstufe einberufen werden.

Art. 17. Die Beschlüsse der Generalversammlung werden mit absoluter Stimmenmehrheit gefaßt, protokollarisch gebucht, und vom Präsidenten und Schriftführer unterzeichnet. Bei Stimmengleichheit werden die verschiedenen Meinungen im Protokoll angeführt.

Art. 18. Die Einberufung der beigedruckten Mitglieder und ihre Beteiligung an den Berathungen und Abstimmungen finden nur statt in folgenden Fällen :

1. für den Ingenieur und Architekt, zur Besprechung von auf die gewerbliche Hygiene und die Baupolizei bezüglichen Fragen;

2. für den Chemiker, zur Besprechung von auf die medizinische oder Nahrungsmittel-Chemie und eventuell von auf die Gewerbe-Hygiene bezüglichen Fragen;

3. die beigedruckte Magistratsperson wird nur in den im Titel III vorgeesehenen Fällen zugezogen.

Art. 19. Le Gouvernement peut ordonner que pour la discussion de tous ou de certains objets à l'ordre du jour d'une assemblée générale tous les membres suppléants ou une partie d'eux soient convoqués et prennent part à la délibération et au vote.

Dans ce cas, le Collège ne prend de résolution que lorsque la moitié plus un au moins de ses membres convoqués sont réunis, y compris éventuellement les membres adjoints désignés sub 1 et 2 de l'article précédent.

TITRE II. — Des fonctions administratives du Collège médical.

CHAPITRE I^e. — Rapports du Collège avec le Gouvernement.

Art. 20. Le Collège médical est chargé de l'examen des questions relatives à l'art de guérir, à la salubrité et à l'hygiène publiques, qui lui seront soumises par le Gouvernement. Il peut être spécialement consulté sur les objets suivants :

1^e l'exercice de la médecine et de la pharmacie ; les conditions d'admission aux examens et les programmes de ces épreuves ;

2^e les mesures à prendre pour prévenir ou combattre les épidémies et les épizooties ;

3^e l'organisation et la distribution des secours médicaux aux malades indigents ;

4^e l'assainissement des agglomérations, leur alimentation en eau potable, l'évacuation des matières usées, la salubrité des habitations ;

5^e l'hygiène industrielle et professionnelle ;

6^e la salubrité des ateliers, écoles, hôpitaux, maisons d'aliénés, établissements de bienfaisance, casernes, arsenaux, prisons, dépôts de mendicité, asiles ;

7^e la qualité des aliments, boissons, condiments et médicaments livrés au commerce ;

8^e l'amélioration des établissements d'eaux minérales appartenant à l'Etat, aux communes

Art. 19. Die Regierung kann anordnen, daß zur Besprechung aller oder einzelner auf die Tagesordnung einer Generalversammlung gelegten Gegenstände die Ergänzungsmitglieder sämtlich oder zum Theil zugezogen werden und an der Beratung und Abstimmung sich beteiligen.

In diesem Falle faßt das Collegium Beschlüsse nur dann, wenn wenigstens ein Mitglied über die Hälfte der emeritirten Zahl sich einfindet, die unter 1 und 2 des vorhergehenden Artikels bezeichneten beigedruckten Mitglieder mit eingerechnet.

Titel II. — Von den amtlichen Besu[n]gnissen des Medizinalcollegiums.

Kapitel 1. — Beziehungen des Medizinalcollegiums zur Regierung.

Art. 20. Das Medizinalcollegium ist betraut mit der Untersuchung der ihm von der Regierung vorgelegten Fragen über Heilkunde und öffentliche Gesundheits-Pflege und -Lehre. Es kann insbesondere über folgende Gegenstände befragt werden :

1. Die Ausübung der Heilkunde und des Apothekerwesens ; die Zulassungsbedingungen zu den Examens und das Programm dieser Prüfungen ;

2. Die Maßnahmen zur Verhütung und Bekämpfung der ansteckenden Menschen- und Thier-Krankheiten ;

3. Die Schaffung und Erheilung ärztlicher Hilfe an unbemittelte Kranke ;

4. Die Sanirung der Wohnorte, Versorgung mit Trinkwasser, Beseitigung der Abfallstoffe ; Gesundheitspolizei der Wohnungen ;

5. Die gewerbliche und industrielle Gesundheitspflege ;

6. Das Gesundheitswesen der Werkstätten, Schulen, Spitäler, Irrenanstalten, Wohlthätigkeitseinrichtungen, Kasernen, Arsenale, Gefängnisse, Bettlerdepots, Asyle ;

7. Die gute Beschaffenheit der in den Handel gelangenden Nahrungsmittel, Getränke, Gewürze und Arzneimittel ;

8. Die Aufbesserung der dem Staat, den Gemeinden oder Privaten zugehörigen Heilquellen,

et aux particuliers, et les moyens d'en rendre l'usage accessible aux indigents ;

9^e les conditions à imposer aux établissements dangereux, insalubres et incommodes ; les demandes en autorisation, translation ou révocation de pareils établissements ;

10^e les grands travaux d'utilité publique d'édi- fices, écoles, prisons, casernes, réservoirs, établissements de marchés, égouts, cimetières, voirie, etc., sous le rapport de l'hygiène publique.

Art. 21. Le Collège médical pourra, de sa propre initiative, délibérer, donner son avis ou faire des propositions au Gouvernement sur toutes les questions, mesures et améliorations concernant l'art de guérir, la santé et la salubrité publiques.

Art. 22. Le Collège médical transmettra chaque année au Gouvernement un rapport général sur ses travaux et observations dans l'année écoulée, sur les évènements principaux concernant la police médicale et la discipline du corps médical, sur la marche des maladies infestieuses, la mortalité et ses causes, ainsi que sur l'emploi des fonds lui alloués par l'État.

CHAP. II. — *De la surveillance de l'art de guérir exercée par le Collège médical.*

Art. 23. Le Collège médical a, outre les attributions spéciales qui lui sont ou seront conférées par la loi et les règlements, la surveillance sur l'exercice régulier et convenable des différentes branches de l'art de guérir et des professions qui s'y rattachent.

Il a la surveillance sur tout ce qui intéresse la santé publique; il veille à l'observation des lois et des règlements qui concernent la police des professions médicales, l'hygiène et la salubrité publiques.

Il est chargé de la surveillance et de l'inspection des officines, magasins et laboratoires des pharmaciens, des dépôts et boutiques des droguistes, des approvisionnements de médica-

und die Mittel deren Gebrauch auch Unbenützten zugänglich zu machen ;

9. Die den gefährlichen, ungesunden oder un- bequemen Betrieben aufzuerlegenden Bedingungen; die Gesuche um Ermächtigung zu solchen Betrie- ben oder zu deren Verlegung oder Unterdrückung;

10. Die großen Unternehmungen von öffent- lichem Nutzen, Gebäude, Schulen, Gefängnisse, Kasernen, Reservoirs, Markthallen, Abflusskanäle, Kirchhöfe, Wegebau, u. s. w. in Bezug auf das öffentliche Gesundheitswesen.

Art. 21. Das Medizinalcollegium kann aus eigener Initiative berathen, Gutachten abgeben oder Vorschläge an die Regierung richten über alle die Heilkunde und das öffentliche Heil- und Gesundheitswesen betreffenden Fragen, Maßnah- men oder Verbesserungen.

Art. 22. Das Medizinalcollegium richtet all- jährlich an die Regierung einen allgemeinen Be- richt über seine Arbeiten und Beobachtungen im verflossenen Jahr, über die wichtigsten medi- zinalpolizeilichen Ereignisse und die Disziplin des Heilpersonals, über den Gang der ansteckenden Krankheiten, die Sterblichkeit und ihre Ur- sachen, sowie über die Verwendung der ihm vom Staat bewilligten Gelder.

Capitel II. — Ueber die vom Medi- zinalcollegium in Bezug auf die Heilkunde ausgeübte Aufsicht.

Art. 23. Das Medizinalcollegium hat außer den ihm durch das Gesetz und die Reglemente übertragenen oder zu übertragenden besondern Besugnissen die Aufsicht über die regelmäßige und angemessene Ausübung der Heilkunde und der auf dieselben bezüglichen Gewerbe.

Er hat die Aufsicht über alles was die öffent- liche Gesundheit betrifft; er überwacht die Aus- führung der auf die Medizinalpolizei sowie auf das allgemeine Heil- und Gesundheitswesen bezüglichen Gesetze und Reglemente.

Er ist betraut mit der Ueberwachung und Be- sichtigung der Offizinen, Magazine und Labora- torien der Apotheker, der Lager und Läden der Drogisten, der Arzneivorräthe der zur Haltung

ments des personnes et des établissements autorisés ou obligés à les tenir, des instruments que les règlements prescrivent pour les chirurgiens, accoucheurs, sages-femmes et vétérinaires.

Art. 24. Le Collège médical ou ses délégués dresseront procès-verbal du chef des infractions qu'ils constateront en exécution du précédent article.

TITRE III. — Du pouvoir disciplinaire du Collège médical.

CHAPITRE I^e. — Du conseil de discipline.

Art. 25. Le Collège médical, en se constituant en conseil de discipline, exerce le pouvoir disciplinaire sur toutes les personnes exerçant l'art de guérir ou une des professions qui s'y rattachent, pour faits contraires à l'honorabilité et à la dignité professionnelles et pour fautes graves dans l'exercice de l'art de guérir, sans préjudice, s'il y a lieu, à l'action judiciaire et à l'action disciplinaire prévue par la loi du 8 mai 1872, pouvant naître à raison des mêmes faits.

Le président du Collège pourra être appelé à prévenir, éventuellement à concilier toutes plaintes et réclamations de la part de tiers contre des personnes exerçant l'art de guérir ou une des professions qui s'y rattachent, à raison de l'exercice de leur art.

Art. 26. Les peines disciplinaires sont, dans l'ordre de leur gravité :

- 1^e l'avertissement ;
- 2^e la réprimande ;

3^e la privation temporaire ou perpétuelle du droit de vote, ou du droit d'être compris dans les présentations pour le Collège médical et d'en faire partie ;

4^e la suspension de l'exercice de l'art de guérir pendant un temps qui ne pourra excéder deux ans.

Les frais provoqués par la poursuite disciplinaire seront mis à charge du condamné; autrement ils sont supportés par l'Etat.

derselben berechtigten oder verpflichteten Personen und Anstalten, der Instrumente, zu deren Handlung die Chirurgen, Geburtshelfer, Hebammen und Tierärzte durch die Reglemente verpflichtet sind.

Art. 24. Das Medizinalcollegium oder dessen Delegierte errichten Protokoll über Zu widerhandlungen, die sie in Vollziehung des vorstehenden Artikels feststellen.

Titel III. — Von der Disziplinargewalt des Medizinalcollegiums.

Kapitel 1. — Von dem Ehrenrathe.

Art. 25. Das Medizinalcollegium übt als Ehrenrathe die Disziplinargewalt aus über das gesammte Medizinalpersonal wegen unehrenhafter und der Standeswürde zu widerlaufender Handlungen oder wegen grober Kunstfehler in Ausübung der Heilkunde, unbeschadet, im gegebenen Fall, des gerichtlichen Verfahrens und der durch das Gesetz vom 8. Mai 1872 vorgesehenen Disziplinaraktion.

Der Präsident des Medizinalcollegiums kann dazu berufen werden, Klagen oder Beschwerden vorzubeugen und eventuell zu schlichten, welche seitens Dritter gegen Personen, welche die Heilkunde oder ein darauf bezügliches Gewerbe ausüben, wegen dieser Ausübung erhoben werden.

Art. 26. Die Disziplinarstrafen sind, nach der Schwere geordnet, folgende :

- 1^e die Verwarnung ;
- 2^e die Rüge ;
- 3^e die zeitliche oder dauernde Entziehung des Stimmrechtes zum Medizinalcollegium oder des Rechtes, für diese Körperschaft in Vorschlag gebracht zu werden oder Mitglied derselben zu sein ;
- 4^e die Suspension von der Ausübung der Heilkunde während einer Frist von nicht über zwei Jahren.

Die aus einem ehrenrätlichen Verfahren erwachsenden Kosten werden dem Berurtheilten zu Last gelegt; anderenfalls trägt sie der Staat.

Art. 27. La suspension prononcée contre un médecin, dentiste, vétérinaire ou une sage-femme entraînera pour ces personnes la défense absolue d'exercer leur art pendant la durée de la suspension.

La suspension prononcée contre un pharmacien entraînera pour lui la défense absolue d'exercer son art pendant la durée de la suspension et l'obligation de se faire remplacer dans son officine par un proviseur habilité à ces fins durant le même temps.

Art. 28. Toute personne qui, sauf le cas d'urgence avérée, contrevient à une décision de suspension, commet le délit d'exercice illégal de l'art de guérir.

Art. 29. Le conseil de discipline se composera du membre adjoint magistrat, comme président, et de :

a) quatre membres effectifs médecins, si l'action disciplinaire est dirigée contre un médecin, un dentiste ou une sage-femme, ou si une action disciplinaire est engagée à la fois contre plusieurs personnes exerçant différentes branches de l'art de guérir, impliquées dans une même affaire;

b) deux membres effectifs médecins et les deux membres effectifs pharmaciens, si l'action disciplinaire est dirigée contre un pharmacien;

c) trois membres effectifs médecins et le membre effectif vétérinaire, si l'action est dirigée contre un vétérinaire.

Les assesseurs du magistrat président seront désignés par l'ordre de rang des membres non empêchés du Collège médical.

Le président du Collège médical ne sera pas partie du conseil de discipline.

Art. 30. Ne pourront siéger au conseil de discipline les membres qui sont parents ou alliés du poursuivi jusqu'au degré de cousin germain inclusivement. Les membres qui veulent s'absenter pour d'autres motifs personnels sont tenus de le déclarer au conseil de discipline, dans les

Art. 27. Die gegen einen Arzt, Zahnarzt, Thierarzt oder eine Hebammie verhängte Strafe der Suspension zieht für die Betreffenden das vollständige Verbot der Ausübung ihres Faches während der ganzen Dauer der Suspension nach sich.

Die gegen einen Apotheker verhängte Suspension zieht für den Betreffenden das vollständige Verbot der Ausübung seines Faches während der Dauer der Suspension nach sich, und legt ihm die Verpflichtung auf, sich während derselben Zeit in seiner Apotheke durch einen dazu befugten Provisor ersezgen zu lassen.

Art. 28. Ein jeder, welcher außer im Fall erwiesener Dringlichkeit einer gegen ihn verhängten Suspension zuwiderhandelt, macht sich der ungefuglichen Ausübung der Heilkunde schuldig.

Art. 29. Der Ehrenrat jetzt sich zusammen aus der beigeordneten Magistratsperson als Vorsitzendem und

a) vier wirklichen Mitgliedern, und zwar Ärzten, wenn das ehrengerichtliche Verfahren sich gegen einen Arzt, einen Zahnarzt oder eine Hebammie richtet, oder wenn gleichzeitig mehrere Personen, die verschiedene Zweige der Heilkunde ausüben, in einer und der nämlichen Sache verwickelt sind;

b) vier wirklichen Mitgliedern, und zwar zwei Ärzten und zwei Apothekern, wenn das Verfahren sich gegen einen Apotheker richtet;

c) vier wirklichen Mitgliedern, und zwar drei Ärzten und dem Thierarzt, wenn das Verfahren sich gegen einen Thierarzt richtet.

Die Beisitzer der den Vorsitz führenden Magistratsperson werden durch die Rangordnung der nicht verhinderten Mitglieder des Medizinalcollegiums bestimmt.

Der Präsident des Medizinalcollegiums wird in das Ehrengericht nicht einbezogen.

Art. 30. Mitglieder des Medizinalcollegiums, welche mit dem Borgelebenden bis zum Grade von Geschwisterkind verwandt oder verschwägert sind, dürfen am Ehrenrat nicht teilnehmen. Mitglieder, welche aus anderen, persönlichen Gründen nicht teilnehmen wollen, sind gehalten,

trois jours qui suivent leur convocation comme membre de ce conseil. Le conseil décidera s'il y a lieu ou non à abstention.

Art. 31. Les membres qui ne pourraient siéger dans le conseil de discipline seront remplacés, chacun dans sa branche, par des membres suppléants et, à leur défaut, par des hommes de l'art non membres du Collège, à désigner par ce corps.

Art. 32. Si le conseil de discipline ordonne une enquête ou une expertise, soit devant le conseil, soit devant un de ses délégués, les témoins ou les experts seront entendus sous la foi du serment. Les témoins cités qui refuseraient de comparaître ou de déposer sont passibles des peines comminées en l'art. 80 du Code d'instruction criminelle ; ces peines seront prononcées par le tribunal correctionnel, sur réquisition du ministère public.

Le faux témoignage et la subornation des témoins seront punis des peines portées à l'art. 220 du Code pénal.

Les dispositions du livre I^e de ce Code ainsi que la loi du 18 juin 1879, sur l'application des circonstances atténuantes, sont rendues applicables à l'infraction prevue par l'alinea qui précède.

Art. 33. Les séances et délibérations du conseil de discipline sont secrètes ; les décisions sont prises à la majorité absolue des voix ; elles seront signées par tous les membres du conseil.

Art. 34. Aucune décision ne pourra être prise sans que l'inculpé ait été appelé par lettre recommandée, qui doit contenir les griefs formulés contre lui, au moins quinze jours d'avance.

L'inculpé pourra se faire assister ou représenter par un défenseur ; dans ces cas, la décision intervenue sera rendue contradictoirement. Si l'inculpé ne compareît pas, ni en personne ni par fondé de pouvoir, la décision lui sera notifiée par lettre recommandée.

dies dem Ehrenrat**h** binnen drei Tagen nach ihrer Einberufung als Mitglieder desselben mitzutheilen. Der Ehrenrat**h** entscheidet über Annahme oder Verwerfung der Enthaltung.

Art. 31. Die Mitglieder, welche am Ehrenrat**h** mittheilnehmen können, werden ersezt, jeder in seinem Fach, durch Ergänzungsmitglieder, oder in Ermangelung solcher, durch andere Medizinalpersonen, welche nicht Mitglieder des Medizinalcollegiums sind und von diesem bezeichnet werden.

Art. 32. Wird ein Zeugenverhör oder eine Untersuchung durch Sachverständige vor dem Ehrenrat**h** oder einem dazu beauftragten Mitglied angeordnet, so werden die Zeugen beeidigt. Zeugen welche nicht erscheinen oder Zeugniß abzulegen sich weigern, verfallen den im Art. 80 der Strafprozeßordnung vorgesehenen Strafen. Diese Strafen werden vom Buchtpolizeigericht auf Antrag des öffentlichen Ministeriums verhängt.

Falsches Zeugniß und Zeugenverschörung werden gemäß Art. 220 des Strafgesetzbuches geahndet.

Die Bestimmungen des ersten Buches des Strafgesetzes, und das Gesetz vom 18. Juni 1879, die mildernden Umstände betreffend, sind auf die im vorhergehenden Absatz vorge sehene Übertretung anwendbar.

Art. 33. Die Sitzungen und Verhandlungen des Ehrenrates sind geheim ; die Entscheidungen werden mit absoluter Stimmenmehrheit getroffen und von sämmlichen Mitgliedern unterzeichnet.

Art. 34. Keine Entscheidung kann getroffen werden ohne daß der Beschuldigte wenigstens fünfzehn Tage vorher durch eingeschriebenen Brief, welcher die gegen ihn erhobenen Anschuldigungen anführt, vorgeladen worden wäre.

Der Beschuldigte kann sich durch einen Vertheidiger beistehen oder vertreten lassen ; in diesem Fall erfolgt die gegen ihn getroffene Entscheidung contradictorisch. Erscheint der Beschuldigte gar nicht, weder in Person noch durch einen Bevollmächtigten, so wird die Entscheidung ihm durch eingeschriebenen Brief zugestellt.

CHAP. II. — *Du recours contre les décisions du Conseil de discipline.*

Art. 35. Les décisions du conseil de discipline pourront être attaquées par l'appel, soit de la personne de l'art condamnée, soit du procureur général. L'appel sera porté devant le conseil supérieur de discipline, qui statuera en dernier ressort et sans autre recours. Il sera déclaré au greffe de la Cour supérieure de justice, dans le délai de dix jours, sous peine de déchéance. Ce délai courra du jour de la prononciation de la décision rendue contradictoirement. Si elle a été rendue par défaut, le délai courra, mais pour le condamné seulement, du jour auquel elle lui aura été notifiée à personne.

Art. 36. Le conseil supérieur de discipline siégera au palais de justice à Luxembourg ; il sera composé d'un président et de quatre conseillers nommés par Nous. Le président et deux membres seront pris parmi les conseillers de la Cour supérieure de justice ; les deux autres membres seront des médecins ou fonctionnaires médicaux du pays.

Art. 37. Les membres du conseil supérieur de discipline, légitimement empêchés, seront remplacés par des membres suppléants, nommés par Nous. Le nombre de ces suppléants est fixé à quatre, dont deux seront magistrats et appelés à remplacer les membres magistrats, les deux autres seront médecins ou fonctionnaires médicaux du pays.

Art. 38. En cas d'empêchement légitime des membres effectifs et suppléants du conseil supérieur de discipline, cette dernière se complète au nombre de cinq membres par les juges de la Cour supérieure et éventuellement ceux du tribunal d'arrondissement, ainsi que par des médecins. Tous ces membres seront appelés en suivant l'ordre de leur rang et respectivement l'ordre de date de leur admission à la pratique de l'art de guérir.

Dans ce cas, le magistrat le plus élevé resp. le plus ancien en rang présidera le conseil.

Kap. II. — *Von der Berufung gegen die Entscheidungen des Ehrenrates.*

Art. 35. Gegen die Entscheidungen des ärztlichen Ehrenrates kann Berufung eingelegt werden, sowohl von Seiten des Verurteilten als von Seiten des Generalstaatsanwaltes. Die Berufung wird vor dem ärztlichen Ehrengerichtshof ausgetragen, welcher in letzter Instanz und ohne weitere Rekursmöglichkeit entscheidet. Die Berufung wird an der Kanzlei des Obergerichtshofes angemeldet, binnen 10 Tagen, bei Strafe des Verlustes des Berufungsstreifles. Diese Frist läuft vom Tage, an welchem die Entscheidung kontradicitorisch gefällt wurde; im Contumial-Berfahren vom Tage, an welchem sie persönlich zugestellt wurde.

Art. 36. Der Ehrengerichtshof hält seine Sitzungen im Justizpalast zu Luxemburg ; er besteht aus einem Vorsitzenden und vier Räthen, die alle von Uns ernannt werden. Der Vorsitzende sowie zwei Räthe werden unter den Obergerichtsräthen ausgewählt ; die beiden andern Räthe sind Aerzte oder Medizinalbeamte des Landes.

Art. 37. Die rechtmäßig verhinderten Mitglieder des Ehrengerichtshofes werden durch von Uns zu ernennende Ergänzungsmitglieder ersetzt. Die Zahl dieser Ergänzungsmitglieder beträgt vier, wovon zwei Magistratspersonen sind, zum Ersatz der verhinderten Magistratspersonen ; die beiden andern sind Aerzte oder Medizinalbeamte des Landes.

Art. 38. Sind sowohl die wirklichen als die Ergänzungsmitglieder rechtmäßig verhindert am Ehrengerichtshof teil zu nehmen, so ergänzt derselbe sich durch andere Richter des Obergerichtshofes und zutreffenden Falles des Bezirksgerichtes, sowie durch Aerzte. Alle diese Mitglieder werden einberufen nach ihrer Rangstufe, beziehentlich nach dem Zeitpunkt ihrer Zulassung zur Ausübung der Heilkunde.

In diesem Fall führt die oberste, bez. die rangälteste Magistratsperson den Vorsitz.

Art. 39. Lorsque le président est empêché, le premier en rang des membres magistrats en fait les fonctions.

Art. 40. Les fonctions de ministère public près le conseil supérieur de discipline seront remplies par le procureur général près la Cour supérieure de justice.

Le procureur général pourra se faire remplacer par un autre membre de son parquet ou des parquets de première instance.

Art. 41. Le greffier près la Cour supérieure de justice remplira les mêmes fonctions près le conseil supérieur de discipline.

Art. 42. Les décisions du conseil de discipline non frappées d'appel en temps utile, ainsi que les décisions du conseil supérieur de discipline seront, le cas échéant, exécutées à la diligence du procureur général.

Art. 43. Les fonctions de membre du conseil de discipline et du conseil supérieur de discipline, prévues par la présente loi, sont gratuites.

Des frais de route et de séjour seront accordés aux membres non domiciliés à Luxembourg.

Art. 44. Les dispositions de l'art. 32 s'appliquent aussi au conseil supérieur de discipline.

Les actes nécessaires pour l'exécution des dispositions du présent titre sont dispensés de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Disposition finale.

Art. 45. Toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi feront l'objet de règlements d'administration publique.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 6 juillet 1901.

ADOLPHE.

*Le Directeur général
des travaux publics,
CH. RISCHARD.*

Art. 39. Ist der Vorsitzende verhindert, so vertritt ihn die rangoberste Magistratsperson.

Art. 40. Der Generalstaatsanwalt am Obergerichtshof vertritt am Ehrengerichtshof das öffentliche Ministerium.

Der Generalstaatsanwalt kann sich durch ein anderes Mitglied der Oberstaatsanwaltschaft oder der Staatsanwaltschaften erster Instanz vertreten lassen.

Art. 41. Der Gerichtsschreiber am Obergerichtshof erfüllt die gleichen Verrichtungen am Ehrengerichtshof.

Art. 42. Die Entscheidungen des Ehrengerichtshofes, sowie diejenigen des Ehrenrates insofern gegen letztere Berufung nicht rechteinig eingelegt wurde, werden im gegebenen Fall auf Betreiben des Generalstaatsanwaltes zur Ausführung gebracht.

Art. 43. Die Amtsverrichtungen als Mitglied des ärztlichen Ehrenrates und Ehrengerichtshofe geschehen unentgeltlich.

Den nicht zu Luxembourg ansässigen Mitglieder werden Reise- und Aufenthalts-Bergrüttungen gewährt.

Art. 44. Die Bestimmungen des Art. 32 finden auch auf den Ehrengerichtshof Anwendung.

Die zur Ausführung der Bestimmungen des vorliegenden Titels notwendigen Akten sind vorfammtlichen Stempel- und Einregistrierungsgebühren befreit.

Schlußbestimmung.

Art. 45. Sämtliche zur Ausführung dieses Gesetzes erforderlichen Maßnahmen werden durch öffentliche Verwaltungsreglemente getroffen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in „Mémorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden

Luxemburg, den 6. Juli 1901.

Adolf

*Der General-Director
der öffentlichen Arbeiten,
R. Richard.*

Loi du 10 juillet 1901, sur l'exercice de l'art de guérir.

Nous ADOLPHE, par la grâce de Dieu, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau, etc., etc., etc.;

Notre Conseil d'État entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 28 juin 1901 et celle du Conseil d'État du 5 juillet suivant, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^e. Les personnes autorisées à exercer les différentes branches de l'art de guérir sont : 1^o les médecins ; 2^o les dentistes ; 3^o les sages-femmes, et 4^o les vétérinaires.

Coopèrent accessoirement à cet art : 1^o les pharmaciens, et 2^o les droguistes.

Art. 2. Sauf les exceptions prévues par la loi ou par les règlements pris en exécution de celle-ci, ne peut exercer une branche quelconque de l'art de guérir dans le Grand-Duché que le Luxembourgeois qui a obtenu dans le Grand-Duché les diplômes prescrits par les lois et règlements, et après que ces diplômes ont été visés par le Gouvernement.

Art. 3. La dispense prévue par l'art. 3 de la loi du 8 mars 1875 en faveur d'étrangers de mérite ne pourra être accordée qu'à ceux des médecins qui sont admis à exercer dans le pays où ils sont diplômés, à la fois la médecine, la chirurgie et l'art des accouchements.

L'avis préalable du jury d'examen, exigé par l'art. 4 de ladite loi, est transféré au Collège médical.

Art. 4 Les médecins, sages-femmes et vétérinaires établis dans les communes étrangères limitrophes du Grand-Duché sont autorisés à pratiquer leur art dans les communes frontières luxembourgeoises, à charge de réciprocité et aux conditions déterminées par les conventions diplomatiques.

Art. 5. En cas de force majeure, notamment

Gesetz vom 10. Juli 1901, über die Ausübung der Heilkunde.

Wir ADOLPH, von Gottes Gnaden, Großherzog von Luxemburg, Herzog von Nassau, ic., ic., ic.;

Nach Anhörung Unseres Staatsrathes ;

Mit Zustimmung der Kammer der Abgeordneten ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 28. Juni 1901 und derjenigen des Staatsrathes vom 5. Juli desj. Jg., wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen soll ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Die zur Ausübung der verschiedenen Zweige der Heilkunde befugten Personen sind : 1^o die Aerzte, 2^o die Zahnärzie, 3^o die Hebammen, 4^o die Thierärzte.

Nebenher wirken mit : 1^o die Apotheker, 2^o die Drogisten.

Art. 2. Vorbehaltlich der durch das Gesetz oder durch die in Ausführung des Gesetzes erlassenen Reglemente geschaffenen Ausnahmen, darf im Großherzogthum nur der Staatsbürger die Heilkunde ausüben, der im Großherzogthum die durch die Gesetze und Reglemente vorgeschriebenen Zeugnisse erlangt hat und nachdem die Regierung diese bestätigt haben wird.

Art. 3. Die in Art. 3 des Gesetzes vom 8. März 1875 zu Gunsten verdienstvoller Ausländer vorgesehene Dispens kann nur solchen Aerzten eingeräumt werden, welche in dem Lande, wo sie ihre Diplome erworben haben, zur Ausübung sowohl der Medizin und Chirurgie wie auch der Geburtshilfe zugelassen sind.

Das gemäß Art. 4 desselben Gesetzes erfordernde vorherige Gutachten der Prüfungskommission wird vom Medizinalcollegium erstattet.

Art. 4. Die in den an das Großherzogthum grenzenden fremden Gemeinden ansässigen Aerzte, Hebammen und Thierärzte sind befugt, ihr Gewerbe in den Luxemburger Grenzgemeinden auszuüben, vorbehaltlich der Gegenseitigkeit, und unter den durch diplomatische Verträge festzusetzenden Bedingungen.

Art. 5. Im Falle höherer Gewalt, besonders

d'épidémie, les étudiants en médecine dont la scolarité est terminée, ainsi que les porteurs de diplômes en médecine, mais non encore admis à la pratique, peuvent être autorisés par le Gouvernement à exercer la médecine.

Cette autorisation est révocable à tout instant et est limitée à une durée maxima de trois mois. Elle est renouvelable dans les mêmes conditions.

Art. 6. Ne sont pas à considérer comme exerçant l'art vétérinaire les individus qui font métier de pratiquer la castration sur les animaux domestiques, ou qui pratiquent certaines opérations urgentes ou d'importance secondaire à déterminer par le Gouvernement.

Art. 7. Il est défendu aux sages-femmes d'employer des instruments obstétricaux. Dans le cas d'accouchement anormal, elles feront appeler un médecin, docteur en accouchement, et admis à la pratique. — Il leur est interdit de prescrire des médicaments.

Art. 8. Il est établi chaque année au mois de décembre, par les soins du Collège médical, des listes distinctes portant les noms et prénoms, la résidence, la date et la provenance du diplôme des personnes énumérées à l'art. 1^{er}.

Ces listes sont publiées chaque année dans le mois de janvier dans le *Mémorial*.

Art. 9. Par modification de l'art. 2272 du Code civil l'action des médecins, dentistes, sages-femmes, vétérinaires et pharmaciens pour leurs visites, opérations et médicaments, se prescrit par deux ans, à courir à partir du 1^{er} janvier qui suit la date des services rendus ou de la fourniture des médicaments.

Art. 10. L'art. 2401 du Code civil, relatif aux priviléges généraux sur les meubles, est modifié ainsi qu'il suit dans son paragraphe 3:

« Les frais quelconques de la dernière mala-

bei Epidemie-Gefahr, können Studirende der Medizin, die ihre Studien vollendet haben, sowie Inhaber des Doktor-Diplomes der Medizin, die noch nicht zur Praxis zugelassen sind, von der Regierung zur Ausübung der Heilkunde ermächtigt werden.

Diese Ermächtigung kann jederzeit zurückgezogen werden und ist auf eine Dauer von höchstens drei Monaten beschränkt. Sie kann unter den gleichen Bedingungen erneuert werden.

Art. 6. Als die Thierheilkunde ausübend werden nicht angesehen die Personen, welche gewerbsmäßig die Castration der Haustiere, oder gewisse dringliche oder minder wichtige thierärztliche Verrichtungen, die von der Regierung bestimmt werden, vornehmen.

Art. 7. Den Hebammen ist es untersagt, sich geburtshilflicher Instrumente zu bedienen. Im Falle eines unregelmäßigen Geburtsverlaufes müssen sie einen zur Ausübung der Heilkunde zugelassenen Arzt, der Doktor der Geburtshilfe ist, zu ziehen. Sie dürfen keine Arzneien verschreiben.

Art. 8. Es werden jährlich im Monat Dezember durch das Medizinal-Collegium getrennte Listen aufgestellt, in welchen Name und Vorname, Wohnsitz, Datum und Ursprung der Befähigungszeugnisse der in Art. 1 aufgezählten Personen aufgeführt werden.

Diese Listen werden im Januar eines jeden Jahres im Memorial veröffentlicht.

Art. 9. Abweichend von Art. 2272 des bürgerlichen Gesetzbuches verjährt die Klage des Arztes, Zahnärzte, Hebammen, Thierärzte und Apotheker, wegen ihrer Besuche, Operationen und Arzneien in zwei Jahren, vom 1. Januar des auf die Dienstleistungen oder die Arzneilieferung folgenden Jahres an gerechnet.

Art. 10. Der sich auf die allgemeinen Privilegien auf Mobilien beziehende Artikel 2101 des bürgerlichen Gesetzbuches wird in seinem dritten Absatz wie folgt abgeändert:

„Alle und jede Kosten der letzten Krankheit

» die, quelle qu'en ait été la terminaison, pendant un an, concurremment entre ceux à qui » ils sont dus. »

Art. 11. Tout médecin ou sage-femme est tenu de faire à l'autorité publique, son diagnostic établi, la déclaration des cas de maladie épidémique tombés sous son observation. Le médecin est avisé des mesures prises à la suite de sa déclaration.

La liste des maladies épidémiques susceptibles de déclaration sera dressée par le Gouvernement, après avis du Collège médical.

L'apparition et l'extinction des maladies épidémiques dans les différentes localités du pays seront, par les soins du Gouvernement, portées à la connaissance du public, par la voie du *Mémorial*.

Les médecins et les sages-femmes jouissent, du chef de leurs déclarations, de la franchise de port et d'une juste et équitable rémunération, dont le montant sera fixé par le Gouvernement.

Art. 12. Exercent illégalement la médecine :

1^e Toute personne non munie des diplômes luxembourgeois autorisant à la pratique soit de la médecine, soit de l'art dentaire, soit de l'art des accouchements, ou n'étant pas dans les conditions prévues aux art. 3, 4, 5, 13 et 28 de la présente loi, traite ou prend part au traitement des maladies, des affections chirurgicales, ou pratique des opérations dentaires ou des accouchements, sauf le cas d'urgence avérée ;

2^e Toute sage-femme qui sort des limites fixées pour l'exercice de sa profession par l'art. 7 de la présente loi ;

3^e Toute personne qui, munie d'un titre régulier, sort des attributions que la loi lui confère, en prêtant son concours aux personnes visées dans les paragraphes précédents à l'effet de les soustraire aux prescriptions de la présente loi.

Art. 13. Les dispositions de l'art. 12 ne peuvent s'appliquer :

„wie dieselbe auch verlaufe, während einem Jahre, nach Verhältniß der einzelnen Forderungen.“

Art. 11. Die Ärzte und Hebammen sind verpflichtet der Oberbehörde, nach Feststellung der Diagnose, sämtliche zu ihrer Beobachtung kommenden Fälle von ansteckender Krankheit anzuzeigen. Dem Arzt wird Mittheilung von den auf seine Meldung hin getroffenen Maßregeln gegeben.

Die Liste der anzeigenpflichtigen ansteckenden Krankheiten wird von der Regierung nach eingeholtem Gutachten des Medizinalcollegiums aufgestellt.

Über Auftreten wie Erlöschen ansteckender Krankheiten in den verschiedenen Ortschaften des Landes wird die Regierung öffentliche Bekanntmachungen im „Mémorial“ erlassen.

Für die Anzeigung ansteckender Krankheiten wird den Ärzten und Hebammen Portofreiheit, sowie eine angemessene Entschädigung, deren Betrag von der Regierung bestimmt wird, gewährt.

Art. 12. Der ungefährlichen Ausübung der Heilkunde machen sich schuldig :

1^o diejenigen, welche, ohne im Besitz luxemburgischer Diplome zur Ausübung der Heilkunde, der Zahnheilkunde oder der Geburtshilfe zu sein, oder ohne die in den Art. 3, 4, 5, 13 und 28 des Gesetzes vorgesehenen Bedingungen zu erfüllen, und außer im Falle erwiesener Dringlichkeit, Krankheiten oder wundärztliche Nebel behandeln, oder an deren Behandlung teilnehmen, oder zahnärztliche oder geburtshilfliche Operationen vornehmen ;

2^o diejenigen Hebammen, welche die ihnen für Ausübung ihres Geberbes durch Art. 7 dieses Gesetzes gezogenen Grenzen überschreiten ;

3^o diejenigen Inhaber eines regelrechten Titels, welche die ihnen gesetzlich zustehenden Befugnisse dadurch überschreien, daß sie den in den vorstehenden Paragraphen bezeichneten Personen ihren Beistand leihen, um sie den Vorschriften des vorliegenden Gesetzes zu entziehen.

Art. 13. Die Bestimmungen des vorhergehenden Artikels finden keine Anwendung :

ni aux étrangers — médecins, dentistes, sages-femmes — qui, sur l'appel du malade, se rendent occasionnellement et pour un cas déterminé dans le Grand-Duché, pour consulter avec les praticiens traitants luxembourgeois ;

ni aux élèves en médecine qui agissent comme aide d'un docteur ou que celui-ci place auprès de ses malades, ni aux gardes-malades agissant sous la surveillance et le contrôle d'un médecin, ni aux personnes qui, sans prendre le titre de dentiste, opèrent accidentellement l'extraction des dents.

Art. 14. Exerce illégalement l'art vétérinaire :

1^e Toute personne non munie d'un diplôme luxembourgeois de vétérinaire ou n'étant pas dans les conditions prévues aux art. 3, 4, 6 et 28 de la présente loi, qui prend part à la pratique de l'art vétérinaire pour en tirer profit ;

2^e Toute personne qui, munie d'un titre régulier de vétérinaire, sort des attributions que la loi lui confère, en se livrant aux manœuvres prévues à l'art. 12 3^e, et cela dans le but d'en tirer profit.

Art. 15. Quiconque exerce illégalement la médecine est puni d'une amende de 100 à 500 fr. et en cas de récidive d'une amende de 500 à 1000 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou de l'une de ces peines seulement.

L'exercice illégal de l'art dentaire ou de l'art vétérinaire est puni d'une amende de 50 à 100 fr. et en cas de récidive d'une amende de 100 à 500 fr.

L'exercice illégal de l'art d'accouchement est puni d'une amende de 50 à 100 fr. et en cas de récidive d'une amende de 100 à 500 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à six mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 16. L'exercice illégal de la médecine ou ~~l'usurpation~~ du titre de doc-

1^e auf fremde Aerzte, Zahnaerzte und Hebammen, welche auf Aufforderung von Seiten eines Kranken sich gelegentlich in das Grossherzogthum begeben um mit den inländischen Fachleuten zu consultiren ;

2^e auf Studirende der Medizin, welche als Assistenten eines Arztes thätig sind, oder von diesem zu seinen Kranken geschickt werden ; auf Krankenwärter, welche unter der Aufsicht und Controlle eines Arztes wirken ; auf die Personen, welche, ohne sich als Zahnaerzt auszugeben, gelegentlich Zahne ziehen

Art. 14. Der ungesetzlichen Ausübung der Thierheilkunde machen sich schuldig :

1^e diejenigen, welche, ohne im Besitz eines luxemburgischen thierärztlichen Diploms zu sein, oder ohne die in den Art. 3, 4, 6 und 28 dieses Gesetzes vorgesehenen Bedingungen zu erfüllen, an der Ausübung der Thierheilkunde sich betheiligen, um daraus Nutzen zu ziehen ;

2^e diejenigen Besitzer eines regelrechten Thierarzttitels, welche die ihnen gesetzlich zustehenden Befugnisse dadurch überschreiten, daß sie die in Art. 12, § 3 vorgesehenen Handlungen begehen, um daraus Nutzen zu ziehen.

Art. 15. Die ungesetzliche Ausübung der Heilkunde wird mit einer Geldbuße von 100 bis 500 Franken und im Wiederholungsfall mit einer Geldbuße von 500 bis 1000 Franken und mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis sechs Monaten, oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Die ungesetzliche Ausübung der Zahnhelkunde oder der Thierarzneikunde wird mit einer Geldbuße von 50 bis 100 Franken, und im Wiederholungsfall mit einer solchen von 100 bis 50 Franken bestraft.

Die ungesetzliche Ausübung der Geburtshilf wird mit einer Geldbuße von 50 bis 100 Franken und im Wiederholungsfall mit einer Geldbuße von 100 bis 500 Franken und mit einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis sechs Monaten, mit einer dieser Strafen bestraft.

Art. 16. Diejenigen, welche unter unmäßiger Beilegung des Doktortitels die Heilkun-

leur est puni d'une amende de 1000 à 2000 fr. et en cas de récidive d'une amende de 2000 à 3000 fr. et d'un emprisonnement de six mois à un an ou de l'une de ces peines seulement.

L'exercice illégal de l'art dentaire ou vétérinaire avec l'usurpation du titre de dentiste ou de vétérinaire sera puni d'une amende de 100 à 500 fr. et en cas de récidive de 500 à 1000 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à un mois ou d'une de ces peines seulement.

L'exercice illégal de l'art des accouchements avec l'usurpation du titre de sage-femme sera puni d'une amende de 100 à 500 fr. et en cas de récidive d'une amende de 500 à 1000 fr. et d'un emprisonnement de huit jours à deux mois ou de l'une de ces deux peines seulement.

Art. 17. Est nulle toute convention entre un homme de l'art et un pharmacien stipulant des remises ou gains au profit du premier sur les prix des médicaments prescrits.

Est nulle aussi toute convention entre un médecin et une sage-femme stipulant des remises au profit de la dernière pour des clients qu'elle procure au premier.

Dans ce cas, l'homme de l'art, le pharmacien ou la sage-femme seront punis d'une amende de 200 à 500 fr. En cas de récidive, il sera prononcé une amende de 500 à 1000 fr. et un emprisonnement de huit jours à un mois ou une de ces peines seulement.

Art. 18. Le docteur en médecine ou la sage-femme qui n'aurait pas fait la déclaration prescrite par l'art. 41 sera puni d'une amende de 26 à 50 fr.

Art. 19. Tout docteur en médecine, tout dentiste, tout vétérinaire est tenu de déférer aux réquisitions de la justice. Tout refus non justifié d'obtempérer à ces réquisitions est puni d'une amende de 26 à 100 fr.

oder die Bahnhelkunde ungesetzlich ausüben, werden mit einer Geldbuße von 1000 bis 2000 Franken, und im Wiederholungsfall mit einer Geldbuße von 2000 bis 3000 Franken und einer Gefängnisstrafe von acht Tagen, oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Diejenigen, welche unter unrechtmäßiger Beilegung des Titels von Bahnharzt oder Thierarzt die Bahnhelkunde oder die Thierhelkunde ungesetzlich ausüben, werden mit einer Geldbuße von 100 bis 500 Franken, und im Wiederholungsfall mit einer Geldbuße von 500 bis 1000 Franken, oder einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat, oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Diejenigen, welche unter unrechtmäßiger Beilegung des Hebammentitels die Geburtshilfe ausüben, werden mit einer Geldbuße von 100 bis 500 Franken, im Wiederholungsfall mit einer Geldbuße von 500 bis 1000 Fr. und einer Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu zwei Monaten, oder mit nur einer dieser Strafen bestraft.

Art. 17. Eine Uebereinkunft zwischen einem Mediziner und einem Apotheker, durch welche Ersterem Gewinne oder Vortheile zugesichert werden für von ihm zu verreibende Arzneien, ist nichtig.

Nichtig ist ebenfalls jede Uebereinkunft zwischen einem Arzt und einer Hebammme, wodurch der Letzteren Vortheile für Kunden, die sie Ersterem verschafft, zugesichert werden.

In diesem Falle werden der Mediziner, der Apotheker, die Hebammme mit einer Geldbuße von 200 bis 500 Franken bestraft. Im Wiederholungsfall tritt eine Geldbuße von 500 bis 1000 Franken und eine Gefängnisstrafe von acht Tagen bis zu einem Monat, oder nur eine dieser Strafen ein.

Art. 18. Der Arzt oder die Hebammme, welche die in Art. 11 vorgesehene Anzeige unterlassen, werden mit einer Geldbuße von 26 bis 50 Franken bestraft.

Art. 19. Jeder Arzt, Bahnharzt oder Thierarzt ist gehalten, den Requisitionen der Gerichtsbehörden zu willfahren. Eine nicht gerechtsfertigte Weigerung in dieser Hinsicht wird mit einer Geldbuße von 26 bis 100 Franken bestraft.

Art. 20. Il n'y a récidive qu'autant que l'agent du délit relevé a été, dans les cinq ans qui précèdent ce délit, condamné pour une infraction de qualification identique.

Art. 21. Dans les cas où les cours et tribunaux, jugeant en matière répressive, prononceront à charge de l'une des personnes énumérées à l'art. 1^{er}, suivant les distinctions et pour les temps établis par les art. 31, 32, 33, 84 al. 2, et 85 al. 4 du Code pénal, l'interdiction de tout ou partie des droits détaillés à l'art. 31 de ce Code, ils ajouteront à ces droits celui de l'exercice de la profession du coupable.

Toutefois, si la condamnation a été encourue du chef de vol ou de tentative de vol, de récèlement d'objets obtenus à l'aide d'un crime ou d'un délit, d'abus de coulance, d'escroquerie ou de tromperie, sans qu'il y ait eu lieu, en droit ou en fait, à l'application de l'art. 85 du Code pénal, l'interdiction de leur art sera toujours prononcée contre les coupables.

Cette interdiction sera prononcée contre la personne de l'art convaincue d'avortement intentionnellement produit, ou de tentative d'avortement : a) à perpétuité ou pour un terme de dix à vingt ans, si elle a été condamnée à la réclusion ; b) pour un terme de cinq à dix aussi, à la faveur de circonstances atténuantes, la peine criminelle comminée par la loi a été réduite aux taux correctionnels, ou s'il a été fait application de l'art. 348 al. 2 ou de l'art. 350 du Code pénal à un dentiste ou à un vétérinaire.

Au cas où un dentiste ou un vétérinaire aurait été condamné pour avortement ou tentative d'avortement, par application des art. 350 ou 348 al. 2, et 85 du Code pénal, le juge pourra prononcer cette interdiction pour un terme d'un an à cinq ans.

Art. 22. En cas de condamnation prononcée à l'étranger et passée en force de chose jugée contre une des personnes indiquées à l'art. 1^{er}, pour des faits entraînant, à charge du coupable,

Art. 20. Ein Wiederholungsfall liegt nur dann vor, wenn der Beschuldigte in den fünf dem Vergehen vorhergehenden Jahren wegen einer gleichen Übertretung verurtheilt wurde.

Art. 21. In den Fällen, wo die Gerichte im Strafverfahren gegen eine der im ersten Artikel dieses Gesetzes aufgezählten Personen auf vollständige oder theilweise Überkennung der im Art. 31 des Strafgesetzbuches aufgezählten Rechte erkennen, gemäß den Unterscheidungen der Art. 31, 32, 33, 84 Abs. 2 und 85 Abs. 4 des Strafgesetzbuches und für die durch diese Artikel vorgesehene Zeitdauer, begreifen sie in diese Überkennung auch das Recht der Ausübung der Praxis.

Diese Überkennung muß ausgesprochen werden in allen Fällen von Verurtheilung wegen Diebstahls oder Diebstahlsversuchs, wegen Hohlerei an Gegenständen, welche mittels Verbrechens oder Vergehens erlangt sind, wegen Vertrauensbruchs, Prellerei oder Betrugs, es sei denn, daß tatsächlich oder rechtlich Art. 85 des Strafgesetzbuches in Anwendung gekommen sei.

Die Überkennung wird ausgesprochen gegen die wegen vorfältlicher Abtreibung der Leibesfrucht oder Versuches dazu verurtheilten Medizinal-Person, und zwar a) auf Lebensdauer oder für einen Zeitraum von zehn bis zwanzig Jahren, wenn die Verurtheilung auf Zuchthaus lautet ; b) für fünf bis zehn Jahre, wenn infolge muldernder Umstände, die durch das Gesetz angedrohte Verbrechensstrafe auf das Maß der Zuchtpolizeistrafen herabgemindert wurde, oder wenn auf einen Zahnarzt oder Thierarzt Abs. 2 des Art. 348 oder Art. 350 des Strafgesetzbuches angewandt wurde.

Im Falle, wo ein Zahnarzt oder Thierarzt wegen Leibesfruchtabtreibung oder Versuch dazu, unter Anwendung des Art. 350 oder 348, Abs. 2 und 85 des Strafgesetzbuches verurtheilt wird, kann das Gericht gegen ihn diese Überkennung für eine Frist von einem bis zu fünf Jahren aussprechen.

Art. 22. Im Falle einer im Ausland erfolgten und zu Rechtskraft gelangten Verurtheilung gegen eine der in Art. 1 aufgezählten Personen wegen Übertretungen, welche für den Schuldigen ge-

conformément à l'art. 21, l'interdiction obligatoire ou facultative de la pratique, cette interdiction pourra être, à la requête du ministère public, prononcée par le tribunal correctionnel indigène auquel ressortit le condamné du fait de son domicile ou de sa résidence.

Les citations et les recours en appel et en cassation auront lieu comme il est réglé pour les matières correctionnelles.

Il en sera de même des frais.

Art. 23. Sera exclue par le jury de l'examen pour une branche quelconque de l'art de guérir toute personne condamnée à l'interdiction de tout ou partie des droits énumérés à l'art. 31 du Code pénal et par application des art. 31, 32, 33, 84 § 2 et 85 § 4 du même code.

Art. 24. L'exercice de leur profession par les personnes contre lesquelles a été prononcée l'interdiction de l'exercice de leur profession est considéré comme exercice illégal de l'art de guérir et sera puni des peines prévues par la présente loi.

Art. 25. Sauf dérogation prévue par la présente loi, les dispositions du livre I^e du Code pénal ainsi que celles de la loi du 18 juin 1879 portant attribution aux cours et tribunaux de l'appréciation des circonstances atténuantes, seront applicables aux infractions prévues par la présente loi.

Art. 26. L'interdiction judiciaire prononcée contre une des personnes énumérées à l'art. 1^e de la présente loi peut entraîner l'interdiction de l'exercice de leur profession contre ces mêmes personnes. Elle sera prononcée, le cas échéant, par le tribunal civil saisi de la demande en interdiction judiciaire et accessoirement à celle-ci.

Art. 27. La perte de la qualité de luxembourgeois entraîne de plein droit l'interdiction

mäß Art. 21 die obligatorische oder facultative Überkennung des Rechtes zur Ausübung seines Faches nach sich ziehen, kann diese Überkennung, auf Antrag des öffentlichen Ministeriums von demjenigen inländischen Zuchtpolizeigericht gegen den Verurtheilten ausgesprochen werden, dem der selbe in Bezug auf seinen Wohn- oder Aufenthaltsort untersteht.

Die Ladungen und die Berufungen in Appell und in Cassation geschehen wie in Zuchtpolizeisachen.

Daselbe gilt für die Kosten.

Art. 23. Die Prüfungsjury hat von der Prüfung für jedweden Zweig der Heilkunde jeden Bewerber zurückzuweisen, gegen den die theilweise oder vollständige Überkennung der in Art. 31 des Strafgezobuches aufgezählten Rechte unter Anwendung der Art. 31, 32, 33, 84 Abs. 2 und 85 Abs. 4 desselben Gesetzbuches ausgesprochen wurde.

Art. 24. Diejenigen Medizinalpersonen, gegen welche die Überkennung des Rechtes zur Ausübung ihres Faches ausgesprochen wurde, machen sich durch Ausübung ihres Gewerbes der ungefährlichen Ausübung der Heilkunde schuldig, und werden mit den durch gegenwärtiges Gesetz vor gesehenen Strafen belegt.

Art. 25. Sofern dieses Gesetz nicht anders bestimmt, finden die Bestimmungen des ersten Buches des Strafgezobes, sowie diejenigen des Gesetzes vom 18. Juni 1879, wodurch die Berücksichtigung mildernder Umstände den Gerichten vorbehalten wird, auf die durch gegenwärtiges Gesetz vorgesehenen Übertretungen Anwendung.

Art. 26. Die gegen eine der im ersten Artikel dieses Gesetzes aufgezählten Personen ausgesprochene gerichtliche Entmündigung kann auch das Verbot der Ausübung ihres Faches für diese Personen nach sich ziehen. Eintretenden Falles wird es neben der Entmündigung von dem mit dem Verfahren befaßten Civilgericht ausgesprochen.

Art. 27. Der Verlust der luxemburger Staatsangehörigkeit zieht von selbst den Verlust des

de l'exercice de leur profession contre les personnes visées à l'art. 4^e de la présente loi. En cas d'exercice ultérieur de leur art ils tomberont sous l'application de l'art. 24 de la présente loi.

Art. 28. Les grades et titres maintenus par l'art. 53 de la loi du 8 mars 1875 sont conservés et donnent à ceux qui les ont obtenus, les droits réservés par la dite loi.

Art. 29. Toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi feront l'objet de règlements d'administration publique.

Art. 30. Sont abrogées toutes les dispositions législatives et réglementaires contraires à la présente loi.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au *Mémorial*, pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 10 juillet 1901.

ADOLPHE.

*Le Directeur général
des travaux publics,
Ch. RISCHARD.*

Rechtes zur Ausübung ihres Faches für die im ersten Artikel dieses Gesetzes aufgezählten Personen nach sich. Um fernerer Ausübung ihres Faches fallen solche Personen unter Art. 24 des gegenwärtigen Gesetzes.

Art. 28. Die durch Art. 53 des Gesetzes vom 8. März 1875 aufrecht erhaltenen Grade und Titel werden beibehalten und verliehen denen, die sie erlangt haben, die durch das erwähnte Gesetz vorbehaltenen Rechte.

Art. 29. Alle zur Ausführung gegenwärtigen Gesetzes benötigten Maßnahmen werden durch öffentliche Verwaltungsreglemente getroffen.

Art. 30. Alle gegenwärtigem Gesetz zuwiderlaufenden Gesetze und Reglemente sind abgeschafft.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz in's „Memorial“ eingerückt werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 10. Juli 1901.

Adolph.

*Der General-Director
der öffentlichen Arbeiten,
K. Rischard.*